

L'invité du samedi

Sylvie Brunel

« Arrêtons de maltraiter nos agriculteurs »

Alors que le salon de l'Agriculture s'ouvre à Paris, Sylvie Brunel, géographe, publie un vibrant plaidoyer en faveur de la profession. Au lieu de vilipender nos paysans, dit-elle, nous devrions mesurer à quel point leur rôle est essentiel.

Propos recueillis
par Samuel Ribot/ALP

« Jamais nous n'avons eu autant besoin des agriculteurs et jamais nous ne les avons autant maltraités », regrettez-vous. Comment en sommes-nous arrivés là ?

Ça peut sembler paradoxal mais la raison est que les agriculteurs ont trop bien travaillé. Comme ils ont répondu à toutes nos attentes alimentaires, tant en quantité qu'en qualité, et que l'approvisionnement en nourriture ne semble plus être un problème, la population, qui est devenue de plus en plus urbaine, a cessé de les considérer. Une deuxième raison est que les citadins ont redécouvert l'attrait des campagnes mais qu'ils se révèlent incapables de supporter la réalité d'un travail agricole qu'ils ne connaissent plus.

Cela dénote une réelle méconnaissance de ce monde rural, non ?

La culture dominante aujourd'hui est la culture urbaine, au sein de laquelle la population s' imagine savoir quelque chose du travail des campagnes, souvent parce qu'elle a parmi ses aïeux des paysans. Mais il s'agit d'une vision nostalgique, passéiste qui, pour moi, relève du racisme de classe dans la mesure où ces urbains n'ont aucun problème à renvoyer les paysans à la pénibilité, à des modes de production archaïques... Il faudrait que le travail des agriculteurs soit ingrat, dur, manuel, et même que ceux-ci ne soient pas trop riches, parce qu'un paysan aisé, finalement, c'est presque suspect. En fait, il faut

draît qu'ils restent des bouseux...

Alors que ce n'est absolument pas le monde que vous décrivez...

Le métier d'agriculteur est celui qui a fait la plus grande révolution que l'on puisse imaginer en matière de productions, de technologies, de nouveaux modèles. Malgré cela, persiste le fantasme du paysan travaillant à la binette... Si on transposait cela à n'importe quelle autre profession, personne ne comprendrait ce positionnement. C'est d'autant moins compréhensible que les attentes vis-à-vis des agriculteurs sont colossales : on leur demande de produire en quantité et en qualité, de façonner les paysages que nous aimons tant sillonner, de nous aider à accomplir la transition écologique...

Néonicotinoïdes, glyphosates, pesticides... Vous allez à rebours du discours dominant sur ces sujets, qui dénonce le recours à ces produits. Pourquoi ?

J'ai travaillé pendant plus de vingt ans dans l'humanitaire et je peux vous dire que, partout, les paysans et les agriculteurs sont soumis à une pression parasitaire énorme, qui ne cesse de s'exacerber avec le changement climatique. Ces agriculteurs perdent leurs récoltes, sont victimes de maladies dramatiques. Les agriculteurs français mettent en œuvre toutes les stratégies pour se protéger de ces maladies. Je ne suis absolument pas opposée aux méthodes douces, naturelles, mais si on interdit à nos agriculteurs de traiter un minimum leur production, tout peut



La géographe, professeure à la Sorbonne et ancienne présidente d'Action contre la faim, Sylvie Brunel, publie « Nourrir. Cessons de maltraiter ceux qui nous font vivre » (*), un plaidoyer pour les agriculteurs. Photo Héroïse Jouanard

s'écrouler. Aujourd'hui, on a fait de la lutte contre le glyphosate un fonds de commerce alors qu'on n'a pas de solution de rechange. Même chose pour la filière betterave française, qui a besoin de se protéger contre la pression parasitaire. Or il n'y a pas, aujourd'hui, de solution de rechange aux pesticides. Et là, on interdit l'utilisation des néonicotinoïdes, ce qui risque de détruire une filière qui a, parallèlement, mis en œuvre des techniques de développement durable dont on ne parle jamais ! On a désindustrialisé la France, on a fait tout un tas d'erreurs sur l'énergie, et on s'apprête aujourd'hui à commettre un crime contre nos propres agri-

culteurs !

On fait également le procès des « mégabassines » mais, là encore, vous rappelez que sans eau, il n'y a pas d'agriculture...

Sans eau, il n'y a pas de vie, pas de biodiversité ! Nous avons 600 mm d'eau qui tombent en France chaque année et nous n'en utilisons qu'une infime part. Et nous voudrions que cette eau qui tombe en quantités colossales aux saisons intermédiaires, à des moments où nous n'en avons pas besoin, on ne puisse pas la stocker par des retenues de substitution ? Et cela alors que nous sommes l'un des pays où il y a le plus grand nombre de

piscines chez des particuliers, piscines, soit dit en passant, bourrées de traitements chimiques. C'est quand même incroyable d'interdire aux agriculteurs de stocker une ressource qui leur est absolument essentielle !

Vous refusez d'opposer le bio et le conventionnel. Pourtant, l'un a meilleure presse que l'autre, non ?

Le problème, c'est que le bio a voulu s'imposer comme l'unique option, quitte à discréditer le conventionnel à coups de campagnes de dénigrement. Dans le même temps, on a essayé de convaincre les agriculteurs que c'était beaucoup mieux pour eux de monter en gamme, de produire moins pour plus cher. Certains l'ont fait mais la clientèle du bio n'est pas extensible. Le bio ne dépasse pas 15 % du marché aujourd'hui. Résultat : on assiste à un vaste mouvement de retour des agriculteurs vers le conventionnel parce que la généralisation du modèle économique du bio n'est viable ni pour les agriculteurs ni pour les consommateurs. Surtout lorsqu'il est concurrencé, de façon totalement déloyale, par des pays qui font du bio sans se plier aux contraintes en vigueur chez nous. Ces deux modes de production peuvent et doivent coexister, avec évidemment un objectif commun, qui est de produire avec moins d'intrants et en raisonnant sa consommation d'eau.

Comment réconcilier les agriculteurs avec l'opinion publique ?

Les agriculteurs souffrent profondément de l'image que leur renvoient les médias, de ce ricanement permanent à leur encontre. Nous avons donc une responsabilité collective, qui consiste à réhabiliter cette profession dont nous avons tant besoin. Parce que nos agriculteurs doivent aussi pouvoir vivre de leur production et qu'à ce titre, nous devons les privilégier dans nos achats.

* Éd. Buchet-Chastel. 336 pages, 21,50 €.